

N° 159 - Juillet - Août 2024

DIASPORAS

news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Photo : DR

CAMEROUN

Brenda Biya

UN COMING-OUT EMBARRASSANT

N'attendez pas les premiers effets des fortes chaleurs.



MAUX DE TÊTE



CRAMPES



NAUSÉES

Protégez-vous



RESTEZ AU FRAIS



BUVEZ DE L'EAU

**EN CAS DE MALAISE,
APPELEZ LE 15**

Pour plus d'informations :
0 800 06 66 66 (appel gratuit)
meteo.fr • #canicule

*Canicule info service au 0800 06 66 66, appel et service gratuits.
Ouvert uniquement pendant les périodes de fortes chaleurs.



EDITO

Panafricanisme ou realpolitik ?

On l'a souvent répété, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Après la visite du président sénégalais, Bassirou Diomaye-Faye, en France, de nombreux mouvements dits panafricanistes, se sont émus de la tournure, voire du virage que semble aborder le couple exécutif au pays de la Téranga. En effet, après avoir longtemps fait campagne sur l'antisystème, le panafricanisme, la sortie du CFA et la prise de distance avec l'ancien colon, la France, le président sénégalais et son Premier ministre et mentor, Ousmane Sonko sont rattrapés par la realpolitik.

Entre décrets locaux contestés en interne, danse du ventre vis-à-vis de la CEDEAO, et finalement peu ou prou de rupture avec la France, l'exécutif sénégalais fait face à une de ses premières secousses. Ce n'est pas une crise, loin de là, mais au demeurant, un besoin de clarification. Certes, la popularité d'Ousmane Sonko est encore à son plus haut niveau, et peut encore servir de parapluie à Diomaye-Faye, mais pour combien de temps ? Le « dédagisme » prôné çà et là depuis la campagne a-t-il déjà fait long feu ?

Le président Bassirou Diomaye-Faye revendique un « panafricanisme de gauche ». Vieille de deux siècles, cette doctrine de solidarité et d'unité des peuples africains a été récupérée par une grande partie des personnels politiques nationaux. A-t-elle encore un sens et une valeur politique ? Le cœur du panafricanisme bat-il encore ? Si ce concept idéologique est apparu au XIXe siècle, il est maintenant passé au second rang des revendications nationales tant sa bannière a été agitée par des personnels politiques de tous les horizons, et de toutes les sensibilités.

Avec l'officialisation de l'élection de Bassirou Diomaye Faye, l'idéologie continentale devait reprendre un nouveau souffle, même si la priorité nationale reste la gestion des crises politiques et économiques que traverse le pays. Mais après une visite aux pays membres de l'Alliance des états du Sahel (AES), pays sans frontières maritimes, une visite à Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire, avec lequel il s'est dit « en phase », et une dernière à Emmanuel Macron en France, le président sénégalais mesure peu à peu l'ampleur de la difficulté



Le président Bassirou Diomaye-Faye reçu à l'Elysée par son homologue Emmanuel Macron. (Ph: DR)

de la réalisation de ses promesses électorales. Pis, les idées qu'il véhiculait, celles de son mentor Ousmane Sonko, s'avèrent, pour l'instant, en tout cas, difficiles à mettre en place voire irréalisables. Une situation qui provoque l'ire de nombreux Sénégalais et de certains panafricanistes 2.0, ceux qui vocifèrent sur Internet sans comprendre réellement les enjeux de ce qui se passe. La realpolitik est par principe une gestion très diplomatique de la paix. Elle tend à éviter de recourir à la course aux armements. Elle est fondée sur une prise de décision en connaissance du maximum de données et en sauvegardant le maximum d'options. Un de ses moyens est une large acceptation par l'opinion publique. C'est la stratégie politique qui s'appuie sur le possible, négligeant les programmes abstraits et les jugements de valeur, et dont le seul objectif est l'efficacité, quitte à s'allier contre nature avec des personnes qu'on abhorre. C'est enfin une attitude qui fait passer au second plan les considérations de doctrine, de principe ou de morale. Ce que semble avoir compris le président du Sénégal, notamment en ne demandant pas le départ des militaires français de son pays. Le panafricaniste, à l'aune de la rupture totale, peut attendre.

Malick Daho

DIASPORAS-NEWS
édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services
39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com
Tél. : +339 50 78 43 66
Mob. : +336 34 56 53 57
Fax : +339 55 78 43 66
contact@diasporas-news.com

Contact Publicité
+336 34 56 53 57
publicite@diasporas-news.com

Président Directeur de Publication
Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président
Claire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :
Lamine THIAM - Malick DAHO
Jean-Christophe PAGNI
Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU
Guy Florentin YAMEOGO
Kokouvi EKLOU

**Directrice Marketing
Relations Publiques**
Coura SENE-DIACK

Direction Artistique
Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire
Richard KAUL MELEDJE

Représentant au Togo
Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes
Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône
Valentin G. SIKELY

Développement Hérault
Benjamin AKA

Développement Ile de France
Jean-Luc GNAGO GROYOU

Développement Haute-Garonne
Jérôme M'BOUA

Développement Alpes-Maritimes
Christian BOUTILLIER

Dépôt Légal : à parution
ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

L'armée française a progressivement été poussée dehors par les juntes arrivées au pouvoir à Bamako (2022), Ouagadougou et Niamey (2023), au profit notamment du nouveau partenaire russe. (Ph: DR)

COOPÉRATION MILITAIRE NORD-SUD

L'ARMÉE FRANÇAISE VA RÉDUIRE SES EFFECTIFS DANS 4 PAYS AFRICAINS

Le redimensionnement du dispositif de l'armée française en territoire africain est actif. Une baisse notable des effectifs en Afrique de l'Ouest et centrale est annoncée.

On se souvient que le président français Emmanuel Macron a missionné en février dernier l'ancien ministre Jean-Marie Bockel pour échanger avec les partenaires africains sur les nouvelles modalités de la présence militaire française sur leur sol. Ses conclusions sont attendues en juillet. Mais les grandes lignes du projet sont déjà prêtes.

À en croire l'Agence France Presse qui cite deux sources proches de l'exécutif et une source militaire, Paris prévoit d'abaisser drastiquement le niveau de ses forces dites prépositionnées sur des emprises militaires en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

En attendant, il est acté que les bases militaires françaises au Sé-

négal, en Côte d'Ivoire, au Tchad et au Gabon devraient être réduites à quelques centaines de soldats. Exception notoire : celle de Djibouti. Pourquoi ? La France veut conserver un point d'appui stratégique dans ce petit pays situé face au Yémen, à la sortie de la mer Rouge, dans le détroit de Bab-el-Mandeb où transite une grande part du commerce mondial entre Asie et Occident.

La France ne gardera en principe qu'une centaine de militaires au Gabon (contre 350 aujourd'hui), une centaine au Sénégal (contre 350), une centaine en Côte d'Ivoire (600 aujourd'hui) et environ 300 au Tchad (1000 actuellement), d'après deux sources proches de l'exécutif et une source militaire.

Il s'agit d'une décréue historique. Il y a encore deux ans, outre quelque 1600 forces prépositionnées en Afrique de l'Ouest et au Gabon, l'ancienne puissance coloniale comptait plus de 5000 militaires au Sahel dans le cadre de l'opération anti djihadiste « Barkhane ». Mais elle a été progressivement poussée dehors par les juntes arrivées au pouvoir à Bamako (2022), Ouagadougou et Niamey (2023), au profit notamment du nouveau partenaire russe.

Le Tchad est le dernier pays du Sahel à héberger des soldats français. Mais entre Centrafrique, Soudan, Libye et Niger, il est désormais encerclé par des pays accueillant des forces paramilitaires russes issues de la réorganisation

du groupe Wagner.

Aujourd'hui, la France souhaite « une présence visible moindre mais maintenir un accès logistique, humain, matériel à ces pays, tout en renforçant notre action qui réponde aux aspirations de ces pays », a fait valoir à la mi-mai au Sénat Bockel, l'armée prévoit de se doter cet été à Paris d'un commandement dédié à l'Afrique. Mieux, le général censé prendre sa tête a déjà été désigné.

Tout cela, sous réserve d'un changement de cap éventuel après les élections législatives anticipées dont l'issue est incertaine pour le camp présidentiel, nous aurons plus d'informations sur le futur dispositif...

Alain Dossou

Vers une mutualisation des bases militaires

En Côte d'Ivoire, l'un des plus solides alliés de la France en Afrique de l'Ouest, la baisse des effectifs militaires a commencé, passant de 900 à 600 ces derniers mois.

Au Sénégal, la décrue a également débuté tandis que le nouveau président panafricaniste de gauche, Bassirou Diomaye Faye, élu fin mars, insiste sur la souveraineté du pays. Son Premier ministre, Ousmane Sonko, a réaffirmé mi-mai « la volonté du Sénégal de disposer de lui-même, laquelle volonté est incompatible avec la présence durable de bases militaires étrangères au Sénégal ». Très critique envers Paris, qu'il accuse d'avoir soutenu la répression contre son camp sous l'ancien président Macky Sall, il a toutefois précisé ne pas remettre en question les accords de défense bilatéraux.

La modification du schéma d'implantation est une réalité selon le chef d'état major français Thierry Burkhard. En effet, l'armée française n'exclut pas de « mutualiser » ses bases « avec les Américains ou d'autres » partenaires européens mais l'état-major pourrait aussi finir par les rétrocéder.

A.D



Thierry Burkhard : « L'armée française n'exclut pas de mutualiser ses bases avec les Américains ou d'autres partenaires européens ». (Ph: DR)

Acte de décès de la Françafrique ?

C'est sur la pointe des pieds que l'armée française se retire de l'Afrique. En effet, afin de diminuer la visibilité de la présence militaire française, Paris réduit ses effectifs sur le continent, redéfinit le concept des bases et crée un « commandement pour l'Afrique ».



Emmanuel Macron veut éviter un retrait contraint et forcé des armées françaises comme cela a été le cas au Mali, au Burkina Faso ou précipité comme au Niger. (Ph: DR)

D'ici 2025, le drapeau bleu-blanc-rouge ne devrait plus flotter au fronton des bases militaires françaises au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Tchad. Ces emprises historiques seraient gérées par les pays

hôtes, parfois partagées avec des soldats d'autres nations, transformées en centres de formation, ou même évacuées. Un dispositif diplomatico-militaire choisi par Emmanuel Macron censé éviter un retrait contraint et forcé des armées françaises comme cela a été le cas au Mali, au Burkina Faso ou précipité comme au Niger.

Depuis des décennies, l'influence de la France dans ses anciennes colonies africaines est mise à rude épreuve. Les protestations contre le franc CFA se sont intensifiées. Autres griefs, cet accord monétaire prive 14 pays africains de leur souveraineté en matière de politique monétaire et les oblige à déposer la moitié de leurs réserves auprès du Trésor français. Si bien qu'il est devenu assez courant de réclamer la fin du franc CFA.

Plus Paris intervient directement dans les affaires économiques, politiques et sécuritaires de ses anciennes colonies, plus les populations de ces pays se souviennent du bilan postcolonial déstabilisant de la France en Afrique. C'est un fait : Paris n'est plus la grande puissance incontestée dans les relations étrangères des pays africains francophones. Au cours des deux dernières décennies, la Chine a supplanté la France comme premier partenaire commercial de ces pays et Pékin. Plus récemment, la Centrafrique, le Burkina Faso, la Guinée et le Mali ont tissé des liens plus étroits avec la Russie en matière de sécurité. C'est la mort lente de la Françafrique...

A.D.

POLITIQUE » Burkina Faso



Ibrahim Traoré nage en eaux troubles

Depuis l'explosion d'une roquette le 12 juin 2024 aux abords de la présidence située au centre-ville de Ouagadougou, les rumeurs faisant état d'une contestation croissante au sein de l'armée contre le président de la Transition persistent. Le régime du capitaine Ibrahim Traoré est-il en train de vaciller ?

Le Burkina Faso va mal et le jeune officier de 34 ans, Ibrahim Traoré, est dos au mur. Ces derniers jours, les équipes de communication de la junte se sont attelées à minimiser l'explosion du 12 juin 2024, immédiatement qualifiée de simple « incident de tir » par la télévision nationale. « Le projectile est malheureusement tombé dans l'enceinte de la télévision nationale causant deux blessés légers rapidement pris en charge par le service de santé de la présidence », a souligné le média d'État tandis qu'à quelques mètres de là, le capitaine Ibrahim Traoré était exfiltré du Conseil des ministres en cours qui se tenait à la présidence. Dans la foulée, le chef d'état-major des armées a ordonné la « mise en alerte générale de tous les détachements » selon un message interne ayant fuité sur les réseaux sociaux.

Le 17 mai 2024, la même confusion avait régné après un échange de tirs à la présidence que les médias d'État avaient qualifié d'incident de tir. Plusieurs sources sécuritaires avaient quant à elles évoqué un mouvement d'humeur de militaires.

Plusieurs sources sécuritaires ouest-africaines et européennes travaillant sur le Burkina Faso confirment l'existence d'une fronde grandissante au sein de l'armée contre le capitaine Traoré. Un mécontentement qui s'est affirmé à la suite de l'attaque djihadiste perpétrée le 11 juin 2024 contre le camp militaire de Mansila, dans le nord-est du pays.

Auteur d'un putsch en janvier



Le capitaine Ibrahim Traoré veut préserver la nation et non les élections présidentielles. (Ph: DR)

2022 et président de la Transition, Ibrahim Traoré, ne fait plus l'unanimité. Celui qui s'était engagé à lutter contre le terrorisme éprouve beaucoup de mal à repousser les djihadistes. Or, il sait mieux que personne que sa mauvaise gestion de la situation sécuritaire pourrait lui être fatale. Le motif a été l'un des principaux invoqués lors des renversements des deux derniers chefs d'État (Roch Marc Christian Kaboré et Paul-Henri Sandaogo Damiba).

Selon le Centre africain d'études stratégiques, la violence isla-

miste a tué presque trois fois plus que pendant les 18 mois précédant le coup d'État de janvier 2022 et la violence a augmenté de 46%. Ce phénomène, couplé à la propagation d'activités extrémistes autour de Ouagadougou, place le Burkina Faso au bord de l'effondrement.

L'autre engagement du capitaine Ibrahim Traoré était de résorber la crise humanitaire. Avec près de deux millions de déplacés et plus de 40.000 réfugiés, le Burkina a besoin d'environ 900 millions d'euros pour fournir de l'as-

sistance, des abris et des soins médicaux, alors que le pays ne dispose d'aucun financement.

Ne parlons même pas de l'engagement de la reconstruction de l'État et l'amélioration de la gouvernance, la junte a adopté une nouvelle législation majeure contre le clientélisme et le favoritisme politique dans la fonction publique. Ibrahim Traoré entendait superviser l'organisation d'élections destinées à rétablir l'ordre constitutionnel et démocratique. À quelques mois de la fin de la Transition, rien n'est fait. Pire, lors d'un entretien accordé à la télévision publique en septembre, il a déclaré que sa priorité était de lutter contre l'insécurité et de préserver la nation, et non les élections.

Un discours qui laisse clairement entendre que le scrutin sera retardé, d'autant plus que les préparatifs techniques n'ont pas encore commencé. La précarité de la situation sécuritaire pourrait également servir de prétexte pour un report. Le retrait de la CEDEAO avec qui l'échéance électorale avait été convenue, accentue les craintes.

Les partis politiques se plaignent d'un manque de dialogue et appellent à la fin de la suspension de leurs activités. Quant à la société civile, elle dénonce l'utilisation répressive de la loi de mobilisation générale d'avril 2023 et plusieurs de ses représentants, opposés aux choix sécuritaires du gouvernement, sont contraints de rejoindre les volontaires pour la défense de la patrie.

Alain DOSSOU



Le M23 a changé de stratégie

Le groupe rebelle baptisé M23 a récemment pris trois villes dans l'Est de la RD Congo, mettant en difficulté de nombreux civils dans la région. Bien que la nouvelle progression élargisse le territoire d'influence de ce groupe, les experts estiment que le M23 s'éloigne de ses objectifs de départ. Explications.

La situation dans l'Est de la RD Congo semble calme ces derniers jours, du fait d'une trêve humanitaire obtenue par les Etats-Unis, auprès de l'armée congolaise et du M23, après plusieurs journées d'affrontements dans le territoire de Rutshuru dans le Nord-Kivu. Les affrontements se sont soldés par le basculement de trois villes de cette province de l'Est du pays, suscitant de l'inquiétude jusqu'au sommet de l'État. « Ce qui se passe à Kanyabayonga, à Kahini, dans les villages du sud de Lubero ainsi que dans les territoires de Rutshuru, de Nyiragongo et de Masisi, constitue une agression flagrante contre notre souveraineté nationale », déclarait le président congolais, d'un air grave, lors d'un discours à la nation, à l'occasion de la célébration le 30 juin, du 64^e anniversaire de l'indépendance du pays.

Dans l'Est du Congo, trois territoires sont passés entre les mains des rebelles, en une semaine d'échanges de tirs, sous le regard impuissant de l'armée loyale et ses partenaires.

Trois provinces sont principalement visées par les groupes armés dans la zone. Il s'agit du Nord Kivu, du Sud Kivu et de l'Ituri, trois provinces riches en or, coltan, étain, wolframite, tungstène, pétrole et bois.

Le principal enjeu, c'est le contrôle des zones qui avoisinent Goma et Sake, où ces richesses sont concentrées. Le groupe armé M23 essaie de s'emparer de cette zone depuis les années 1990, sans véritablement y parvenir.

Ces dernières semaines, les af-



Les populations fuyant le territoire de Masisi après une attaque du M23. (Ph : DR)

frontements étaient violents bien que les assauts ne soient plus dirigés vers Goma.

Ce qu'il faut noter, c'est que le M23 a modifié son itinéraire, abandonnant ses zones privilégiées qui se concentraient plus sur la ville de Goma et ses environs. Le groupe rebelle qui a établi ses bases dans les collines du Rutshuru au Nord-est de Goma et qui tentait régulièrement des prises sur cette ville, en passant par la zone montagneuse plus au nord, éprouve des difficultés à progresser. Ces derniers mois, le M23 n'avait plus réussi à traverser les collines pour aller couper l'axe qui relie Sake, la plus grande ville à l'ouest de Goma, au chef-lieu de la région, comme il a eu à le faire par le passé.

Le M23 a donc redirigé ses armes vers le nord, traversant symboliquement la ligne qui sépare le petit nord du grand nord et est aussi allé ratisser plus à l'ouest, s'emparant de Masisi, plus à l'ouest de Sake où le groupe avait ses habitudes. Ce qui s'est traduit par la prise de Kanyabayonga et Kirumba, dans le nord de Goma et Masisi dans l'ouest du chef-lieu de la région. À ce jour, les bases du M23 dans le territoire de Rutshuru sont situées entre Goma et ses nouvelles prises.

S'adressant aux populations de Kirumba, une ville de plus de 120.000 habitants, le chef du M23, le général Justin Gaceri, a affirmé son intention de prendre Butembo et Beni, deux grandes villes situées plus au nord mais

dans la même région, avant de progresser vers Kinshasa la capitale.

La crise perdure dans l'Est de la RD Congo, depuis au moins trois décennies. Le pays enregistre près de 7 millions de déplacés internes, principalement dû aux multiples crises dans l'Est du pays, estime l'Organisation des Nations unies pour les migrations (OIM) et les déplacements continuent dans l'Est, à en croire les organisations locales.

En réponse, le président Félix Tshisekedi, lors de son dernier discours, a promis « sa détermination inébranlable à défendre notre territoire et à rétablir la paix face à cette agression injustifiée.

A.D.

POLITIQUE » Afrique



CEDEAO-AES, divorce consommé

L'Alliance des États du Sahel (AES) est devenue depuis le 8 juillet 2024, une confédération de quelque 72 millions d'habitants, afin de « franchir une étape supplémentaire vers une intégration plus poussée entre les États membres ».

L' AES est devenue une confédération de quelque 72 millions d'habitants, afin de « franchir une étape supplémentaire vers une intégration plus poussée entre les États membres », selon le communiqué final du sommet tenu à Niamey le 8 juillet 2024.

Un sommet qui rassemblait pour la première fois les présidents de l'Alliance des États du Sahel, une organisation créée en septembre 2023 qui réunit le Mali, le Burkina Faso et le Niger, où des militaires ont pris le pouvoir par des coups d'État entre 2020 et 2023 et qui font tous face à des violences djihadistes récurrentes.

Ces trois pays avaient annoncé en janvier leur départ de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une organisation qu'ils jugent instrumentalisée par la France, ex-puissance coloniale avec laquelle ils ont multiplié les actes de rupture. Et ils ne semblent pas disposés à faire marche arrière.

En ouverture du sommet, le chef du régime militaire nigérien Abdourahamane Tiani a affirmé que les peuples de leurs trois pays avaient « irrévocablement tourné le dos à la CEDEAO ». Le général Tiani s'exprimait devant son homologue burkinabé, le capitaine Ibrahim Traoré, et le malien, le colonel Assimi Goïta. Les trois hommes, tous vêtus de leurs habits militaires, se sont rendus vers 13 heures au centre de conférence de Niamey où le sommet s'est tenu sous haute sécurité.

Le général Tiani a appelé à faire de l' AES une « alternative à tout



Le capitaine Ibrahim Traoré, le colonel Assimi Goïta et le général Abdourahamane Tiani ont tourné le dos à la CEDEAO. (Ph: DR)

programme régional factice en construisant une communauté souveraine des peuples, une communauté éloignée de la mainmise des puissances étrangères ». Les relations AES-CEDEAO se sont considérablement détériorées à la suite du coup d'État du 26 juillet 2023 ayant porté le général Tiani au pouvoir. La CEDEAO avait pris de lourdes sanctions économiques contre le Niger et menacé d'intervenir militairement pour rétablir le président déchu, Mohamed Bazoum, dans ses fonctions. Les sanctions ont depuis été levées,

en février, mais les relations entre les deux camps restent glaciales, malgré des appels de certains présidents (sénégalais et mauritaniens notamment) à renouer le dialogue.

Le capitaine Ibrahim Traoré a estimé, lui, que l'Afrique continuait de souffrir du fait des impérialistes. « Nous mènerons une guerre sans merci à quiconque osera s'attaquer à nos États », a-t-il souligné. « Assimi Goïta, pour sa part, a assuré que les armées des trois pays « opèrent en totale complémentarité face aux attaques djihadistes ».

Outre la coopération militaire, le Mali, le Burkina Faso et le Niger (dont le Mali prend la présidence pour un an), doit permettre de neutraliser les moyens dans des secteurs jugés stratégiques tels que l'agriculture, l'eau, l'énergie ou encore les transports, ainsi que la création d'une banque d'investissement de l' AES.

La question de la monnaie commune et d'une éventuelle sortie du franc CFA n'a pas été évoquée dans le communiqué final.

L.T.



Niger « POLITIQUE

L'immunité présidentielle de Mohamed Bazoum levée

L'avenir de l'ex-président nigérien déchu, Mohamed Bazoum, demeure plus que flou. Il pourrait être prochainement jugé. La justice de son pays a levé son immunité présidentielle, ouvrant la voie à un procès.



Mohamed Bazoum est détenu dans la résidence présidentielle depuis le putsch du 26 juillet 2023. (Ph : DR)

Depuis le putsch du 26 juillet 2023 au Niger et son refus de démissionner, Mohamed Bazoum reste séquestré. Il est détenu dans des conditions spartiates dans la résidence présidentielle, avec son épouse Hadiza. De sa prison, ses journées passent et se ressemblent depuis une année : lecture, repas et vélo elliptique. Plus que jamais, l'on se dirige tout droit aujourd'hui vers un procès de Bazoum. En effet, la cour d'État du Niger a levé le vendredi 14 juin 2024 l'immunité du président déchu, l'accusant de «

complot d'attentat à la sécurité et l'autorité de l'État », « crime de trahison », « faits présumés d'apologie du terrorisme » et de « financement du terrorisme ». En conséquence, « la cour a ordonné la levée de l'immunité de Mohamed Bazoum », a déclaré Abdou Dan Galadima, président de la plus haute juridiction du Niger, créée en novembre 2023 par le régime militaire.

À l'audience, l'un des avocats de Mohamed Bazoum a déclaré « prendre acte de la décision » et indiqué que le collectif des avocats de l'ex-président allait com-

muniqueur « incessamment ».

Il est reproché à Bazoum d'avoir parlé au téléphone avec le président Emmanuel Macron et le secrétaire d'État américain Anthony Blinken, pour qu'ils l'appuient « par une intervention armée », lors du coup d'État du 26 juillet 2023.

Il lui est également reproché d'avoir affirmé « avoir libéré des terroristes et de les avoir reçus à la présidence ». L'audience avait été reportée à deux reprises, les avocats de Mohamed Bazoum ayant dénoncé plusieurs entraves au droit de la défense.

En décembre, pour mémoire, la cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avait ordonné la libération de Mohamed Bazoum.

Une demande restée lettre morte et le Niger a quitté en janvier la CEDEAO, l'organisation ouest-africaine qui avait sanctionné le coup d'État, avant de finalement lever les sanctions le 24 février dernier.

Lamine Thiam



POLITIQUE » Rwanda

Paul Kagamé, le fin stratège

Depuis trois décennies, Paul Kagamé façonne le Rwanda dans un règne sans partage. Pendant sa campagne avant l'élection législative et présidentielle du 15 juillet 2024, ses meetings ont drainé des foules.

Après 24 ans au pouvoir, Paul Kagamé (66 ans) continue de diriger le Rwanda d'une main de fer.

Pour beaucoup, il est le héros visionnaire ayant mis fin au génocide des Tutsi et modernisé le pays. Pour les autres, il est un homme politique muselant toute l'opposition.

Une chose est sûre, Paul Kagamé brigue un quatrième mandat et devrait, sauf surprise, être reconduit à la tête du pays, à la faveur des élections législatives et de la présidentielle du 15 juillet 2024.

En face de Kagamé, il y avait deux autres candidats dans la course : l'indépendant Philippe Mpavimana et le député du parti vert démocratique, Frank Habineza. Victoire Ingabire n'a pas pu se présenter, après une décision du tribunal émise le 13 mars dernier. Figure de l'opposition au président Paul Kagamé, la femme politique avait été déchue de ses droits après sa condamnation à 15 ans de prison en 2013 pour « conspiration contre les autorités par le terrorisme et la guerre » et « minimisation du génocide de 1994 ». « Ce que je peux dire au président Paul Kagamé, c'est d'accepter les critiques parce que ce sont des critiques constructives, souligne l'opposante. Nous voulons tous participer à la construction du pays et pour préparer le meilleur futur de nos jeunes, il faut qu'il accepte l'alternance par la voie démocratique ».

Le 4 juillet 1994, pour rappel, l'homme à l'allure d'un basketteur entraînait dans Kigali à la tête de la rébellion Tutsi du Front



Grand favori de l'élection législative et présidentielle du 15 juillet, Paul Kagamé est en roues libres pour un quatrième mandat. (Ph : DR)

patriotique rwandais (FPR). Il renversait le régime extrémiste Hutu instigateur du génocide de plus de 800.000 personnes, majoritairement des Tutsi mais aussi des Hutu modérés.

Celui qui façonne le Rwanda d'une main de fer depuis 24 ans Maître d'œuvre du redressement économique du Rwanda, attirant des multinationales telles Volkswagen, DP World, BioNrech..., Paul Kagamé reste un fin stratège.

PK est aussi le VRP d'une destination écotouristique de luxe qui s'affiche sur les maillots du Paris Saint-Germain, d'Arsenal et du Bayern Munich. Cette image glamour masque un régime répressif selon les ONG de protection des droits humains.

Le dirigeant, lui, balaie les accusations d'autoritarisme. « Des mensonges venus d'Occident, critiquait-il dans un entretien à l'AFP en 2021. Quand son parti l'a plébiscité pour briger un

quatrième mandat, ce père de quatre enfants et grand-père de deux petits-enfants a accepté « ce fardeau de responsabilité » mais appelé ses partisans à lui trouver un successeur. Dans le cas contraire, des amendements constitutionnels adoptés en 2015 lui permettent de se représenter en 2029. Vous avez dit président à vie...

AD



Mali « POLITIQUE

Les partis politiques peuvent reprendre leurs activités

Suspendus le 10 avril 2024, les partis politiques maliens peuvent reprendre leurs activités depuis le 10 juillet 2024. Le pouvoir malien a annoncé qu'il autorise de nouveau les activités des partis politiques et des associations à caractère politique.



Le colonel Assimi Goïta avait accusé les partis politiques maliens de subversion. (Ph : DR)

La junte au pouvoir au Mali a annoncé le 10 juillet 2024 autoriser à nouveau les activités des partis politiques et des associations à caractère politique, suspendues le 10 avril. « Le gouvernement décide de lever la mesure de suspension qui frappait les partis politiques et les activités à caractère politique des associations », dit un communiqué du conseil des ministres, dominé par les militaires qui ont pris par

la force en 2020 la tête du Mali, confronté au djihadisme et plongé dans une crise profonde. Le colonel Assimi Goïta, chef de la junte, avait décrété la suspension en accusant les partis de « discussions stériles » et de « subversion ». Il avait invoqué le danger que les activités des partis faisaient peser sur un « dialogue » national en cours sur l'avenir politique du Mali. Les partis protestaient à ce moment-là contre le maintien des

colonels à la tête du pays après l'échéance de mars 2024 à laquelle ils s'étaient engagés à céder la place à des civils après des élections.

Les principaux partis et ce qu'il reste de l'opposition avaient décidé de boycotter ce « dialogue ». Le dialogue s'est tenu depuis avec la participation des soutiens du régime et a débouché en mai sur des « recommandations » préconisant le maintien au pouvoir des militaires « de

deux à cinq ans supplémentaires », ainsi que la candidature de l'actuel chef de la junte à une future élection présidentielle.

À noter que 11 opposants maliens sont en prison depuis trois semaines, accusés d'avoir violé la suspension des activités des partis politiques. Mesure de dégel ou pas ?

Lamine Thiam



POLITIQUE » Sénégal

Les premières réformes de Bassirou Diomaye Faye

On a coutume de le dire, la critique est aisée... Après 100 jours à la tête du Sénégal, le président Bassirou Diomaye Faye est confronté aux mêmes défis que ses prédécesseurs pour tenir ses promesses de campagne. Toutefois, il a déjà commencé à marquer son mandat avec des décisions fortes.



Bassirou Diomaye Faye dit vouloir aussi discuter avec « sérénité » la question de la présence militaire française dans son pays. (Ph: DR)

Qui veut aller loin, ménage sa monture... Le successeur de Macky Sall à la tête du Sénégal tente de marquer son territoire comme il peut. Bassirou Diomaye Faye a annoncé un audit de l'administration ainsi que la réduction du prix des denrées de premières nécessités. Certaines décisions devraient toutefois susciter des critiques. Parmi elles, les opérations de

déguerpissement des occupants de la voie publique et le blocage des comptes des entreprises de presse. Pour l'analyste et journaliste Samba Ndiaye, « les premiers actes sont importants et, dans ce sens, je pense qu'il faut saluer les réformes entreprises dans le domaine de la justice. Je crois que le rapport a été remis récemment au président de la République. Dans le domaine du foncier également, les actes

posés sont à saluer ». Mais le rythme de la reddition des comptes est un peu lent, comme l'a reconnu Mody Niang, observatrice de la politique sénégalaise. « Les Sénégalais attendent beaucoup du régime Diomaye Faye et il faut aller plus vite à mon avis », a-t-elle ajouté. Il convient de noter que ces décisions commencent à faire grincer des dents. Le déguerpissement des marchands ambulants

entrepris par les municipalités et le blocage des comptes des entreprises de presse sont controversés.

Dans un entretien accordé à des médias sénégalais, Bassirou Diomaye Faye dit vouloir aussi discuter avec « sérénité » la question de la présence militaire française dans son pays et renégocier des contrats signés par l'ancien pouvoir. En effet, élu sur la promesse d'une rupture avec l'ancien système, il ne s'est pas prononcé sur la date de fermeture éventuelle des bases françaises. « Je ne peux pas vous dire quand ça aura lieu parce que même les modifications qui doivent intervenir entre pays doivent être discutées en toute sérénité et en toute amitié. Je ne pense pas qu'on ait besoin aujourd'hui, quel que soit le partenaire, d'aller vers des ruptures brutales », a-t-il déclaré. Dans tous les cas, la France a commencé à réduire sa présence en 2023 et ne devrait conserver qu'une centaine de militaires au Sénégal, contre 350 actuellement.

Bassirou Diomaye Faye, 44 ans, a été élu au premier tour de la présidentielle de mars dix jours après être sorti de prison avec son ancien mentor Ousmane Sonko, qu'il a nommé Premier ministre. Les nouvelles autorités ont depuis lors, baissé les prix des produits de premières nécessités et ouvert un vaste chantier de réforme de la justice.

LT



Burundi « POLITIQUE

La dépouille de Pierre Buyoya rapatriée

La dépouille de l'ancien président Pierre Buyoya, décédé du Covid-19 en décembre 2020 à Paris, où il venait d'atterrir pour des soins, et enterré dans un premier temps à Bamako (où il a été pendant longtemps Haut représentant de l'Union africaine), a été rapatriée au Burundi où il va être ré-inhumé, avec l'accord du pouvoir burundais.

Pierre Buyoya aura (enfin) le repos éternel sur ses terres burundaises. « La famille a demandé et obtenu des autorités burundaises l'autorisation de rapatrier et de ré-inhumer sa dépouille dans son pays natal », selon un communiqué rendu public le 16 juillet 2024, alors que le corps de Pierre Buyoya était attendu en début d'après-midi. Depuis, sa dépouille a été acheminée sur sa colline natale de Rutovu, dans le sud du pays.

Deux fois président du Burundi (1987-1993) et (1996-2003), et ayant remis à chaque fois volontairement le pouvoir à un opposant, l'ancien chef de l'État a toujours divisé le Burundi.

Il y a quatre ans, sa famille avait été obligée d'enterrer « provisoirement » Pierre Buyoya à Bamako au Mali, sa seconde patrie comme il aimait le dire.

Ses relations étaient alors au plus mal avec le pouvoir de Gite-



Pierre Buyoya a été ré-inhumé à Rutovu dans la stricte intimité familiale. (Ph : DR)

ga, qui venait de le condamner à la prison à perpétuité pour l'assassinat en octobre 1993 de Melchior Ndadaye, le premier président hutu démocratiquement élu, trois mois après qu'il lui ait remis le pouvoir.

Pierre Buyoya avait toujours nié toute participation dans ce crime qui avait précipité le Burundi dans une guerre civile meurtrière qui a duré plus de dix ans. Les premiers contacts avec le président burundais, Evariste Ndayishimiye, ont eu lieu quelques mois après son investiture. Il va même recevoir le fils de Pierre Buyoya, Olivier, dans son palais à Bujumbura, une année à peine après son investiture. Et c'est Evariste Ndayishimiye en personne qui a donné le feu vert pour le rapatriement du corps de l'ancien président. Seule condition imposée, pas de cérémonie officielle...

A.D.



Bénin

Deux députés demandent des fériés après le Ramadan et la Tabaski

Deux députés béninois plaident pour l'introduction d'une proposition de loi début juillet, en demandant que le lendemain des fêtes musulmanes ou traditionnelles soient fériés...

Une loi remontant au 27 juillet 1990 fait des 12 fêtes célébrées dans le pays, des fêtes légales. Il y a trois fêtes musulmanes: le jour de Ramadan, le jour de la Tabaski et la journée du Maouloud. En outre, six des 12 sont des fêtes chrétiennes :

d'une part le 15 août, le jour de l'Assomption, le 1er novembre, la Toussaint, le 25 décembre, Noël, puis la fête de l'ascension; d'autre part, il y a le lundi de Pentecôte déclarés chômés et payés.



Le Parlement béninois votera très prochainement une loi pour rendre les lendemains des fêtes musulmanes, fériés. (Ph : DR)



ECONOMIE » Coopération Nord Sud

L'Allemagne stoppe sa coopération avec le Niger

Ça sent le sapin entre l'Allemagne et le Niger. La quarantaine de militaires Allemands stationnés à Niamey plient bagages.

→ C'est l'exemple de ces deux jours fériés au lendemain d'une fête chrétienne tombant systématiquement un dimanche que veut suivre une proposition de loi introduite début juillet par les députés Tairou Imorou et Souley Moucoure Boko, tous deux membres du parti d'opposition Les Démocrates.

Pour les fêtes musulmanes et pour celles de la journée consacrée aux religions traditionnelles, «il arrive que ces jours coïncident avec des jours officiellement non ouvrables», expliquent les deux députés. C'était notamment le cas cette année avec la Tabaski célébrée le dimanche 16 juin.

Solution pour les deux députés pour éviter que ce jour férié ne soit pas perdu par les Béninois, leur proposition de loi demande que «lorsque le Ramadan, la Tabaski et la fête des religions traditionnelles tombent sur un dimanche, le lundi suivant soit déclaré chômé et payé». Le modèle de Pâques et de la Pentecôte s'appliquerait donc avec un jour férié au lendemain de ces célébrations dominicales.

Datée du 2 juillet mais enregistrée au secrétariat de l'assemblée nationale le 4 juillet 2024, cette proposition de loi devrait être programmée très prochainement pour faire l'objet d'études et vote au cours d'une session plénière du Parlement après son examen par la Commission des lois, de l'administration et des droits de l'homme interne à l'institution.

A.D.



Annalena Baerbock, la Ministre fédérale des Affaires étrangères affirme qu'il n'y a plus de fiabilité dans les relations avec le régime de Niamey donc il n'est plus possible de continuer la coopération militaire. (Ph: DR)

La ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a affirmé le 15 juillet 2024 qu'il n'était plus possible de continuer la coopération militaire au Niger faute de fiabilité dans les relations avec le régime arrivé au pouvoir par un coup d'Etat, il y a près d'un an. L'Allemagne avait annoncé le 6 juillet 2024 cesser d'exploiter sa base de transport aérien au Niger ainsi que le retrait de sa coopération militaire avec Niamey.

«Il n'était pas possible de continuer car la fiabilité qui existait auparavant n'était plus là », a déclaré Mme Baerbock, à l'occasion d'une visite en Côte d'Ivoire.

«Dans le même temps, nous n'avons pas stoppé l'aide humanitaire car le peuple du Niger n'est pas responsable de ce qui arrive », a-t-elle ajouté.

Le Niger est gouverné par un régime militaire depuis le 26 juillet 2023 et ce régime tourne le dos aux puissances occidentales

pour se rapprocher de la Russie. Fin mai, l'Allemagne et le Niger avaient convenu d'un accord pour continuer à exploiter la base de Niamey jusqu'au 31 août 2024 mais les négociations pour prolonger ce bail n'ont pas abouti.

La quarantaine de soldats allemands stationnés à Niamey va donc quitter le pays dans les prochains jours. Rideau !

Lamine Thiam



Burkina Faso « JUSTICE

Ibrahim Traoré interdit les unions homosexuelles

La junte militaire du Burkina Faso fait feu de tout bois. Elle a récemment annoncé l'interdiction des actes homosexuels, ce qui en fait le dernier État africain en date à sévir contre les relations entre personnes du même sexe, en dépit de la forte opposition des puissances occidentales.



La communauté LGBTQ+ du Burkina Faso est en émoi. (Ph: DR)

On le sait, dans la majorité des pays africains, l'homosexualité est mal vue. Mais jusque-là, elle n'était pas interdite. Le Burkina Faso, qui faisait partie des 22 États africains (sur 54) où les relations entre personnes de même sexe n'étaient pas criminalisées, vient de franchir le pas en annonçant son interdiction sur son territoire désormais. Le ministre de la justice, Edasso Rodrigue Bayala, a déclaré que le cabinet de la junte avait approuvé la législation visant à faire de l'homosexualité un délit punissable. Les militaires ont pris le pouvoir

au Burkina Faso en septembre 2022 et se sont tournés vers la Russie après avoir considérablement réduit leurs liens avec la France.

Dans ce pays sahélien, les musulmans représentent environ 64% de la population et les chrétiens 26 %. Les 10 % restants suivent des religions traditionnelles ou n'ont pas de foi. La décision du Burkina Faso d'interdire les relations homosexuelles s'inscrit dans le cadre d'une révision de sa législation sur le mariage.

La nouvelle législation, qui doit encore être adoptée par le Parlement contrôlé par les militaires

et approuvée par le chef de la junte, Ibrahim Traoré, ne reconnaît que les mariages religieux et coutumiers. « Désormais l'homosexualité et les pratiques qui y sont associées seront punies par la loi », a déclaré le ministre burkinabé de la justice.

La fille du président camerounais a suscité des réactions mitigées après avoir révélé son homosexualité. Brenda Biya qui vit en Suisse, a déclaré qu'elle espérait que son coming out contribuerait à modifier la loi interdisant les relations homosexuelles dans le pays.

Au Ghana, le Parlement a adopté en février un nouveau pro-

jet de loi très strict qui prévoit une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans pour toute personne reconnue coupable de s'être identifiée comme LGBTQ+.

Le président Nana Akufo-Addo ne l'a toutefois pas promulguée, déclarant qu'il attendrait que les tribunaux se prononcent sur sa constitutionnalité. À la vérité, le ministère des finances l'a averti que si le projet de loi était adopté, le Ghana pourrait perdre 3,8 milliards de dollars de financement de la Banque mondiale au cours des cinq à six prochaines années.

L.T.

■ Invitée du mois

“ En Europe, la loi ne permet pas la création de cimetières pour les immigrés ”

À travers Prévoyance rapatriement funéraire vers l'Afrique chez NOBLE RETOUR, Florence Momeni mène un combat pour la diaspora africaine vivant en Europe et particulièrement en France. Établie dans le nord-est de la France, elle regrette le grand nombre d'incinérations d'Africains décédés en France.

Diasporas-News : Noble Retour, qu'est-ce que c'est exactement ?

Florence Momeni : Noble Retour est une association reconnue, spécialisée dans le rapatriement funéraire de l'Europe vers l'Afrique. Elle prend également en charge les frais d'obsèques grâce à son contrat de prévoyance obsèques pour les africains qui souhaitent être inhumés dans leur pays de résidence. Nos services sont destinés aux associations, aux familles et aux personnes isolées. Notre offre est accessible à toutes les couches sociales sans distinction d'origine, de situation administrative, de lieu de résidence en Europe et d'appartenance religieuse. Pour d'amples informations visitez notre site internet www.noble-retour.org ou envoyez-nous un courriel sur info@noble-retour.org.

D-N : Que représente la mort pour vous ?

F M : La mort est un chemin que tout être humain emprunte.

D-N : Pourquoi vous intéressez-vous au sujet très sensible qu'est la mort ?

F M : Nous savons à quel point les africains sont très attachés à leurs coutumes et traditions d'être inhumés auprès de leurs ancêtres dans leur village natal. Cependant, la mort est un sujet tabou chez les africains. Ce qui explique leur manque de connaissance sur les problèmes posés par le décès.

D-N : Que voulez-vous dire ?

F M : Les africains n'ont pas une culture de prévention des risques et par conséquent, ils ne sont pas familiers aux produits d'assurance. D'où l'absence d'anticipation et de préparation financière pour l'organisation des obsèques ou le rapatriement funéraire. Il n'est pas rare que les fonds collectés lors d'un décès soient insuffisants pour le rapatriement du corps vers le pays natal. De nombreuses familles sont surendettées après un décès. En Europe, la loi ne permet pas la création de cimetières pour les immigrés. D'où la pénurie des cimetières à destination des africains.

D-N : À combien peut-on évaluer le coût d'un enterrement en Europe ?

F M : Le coût d'un enterrement est très élevé. Il faut prévoir au moins 10.000 euros (achat d'une concession funéraire, construction d'un caveau, pose d'une pierre tombale, inhumation). De plus, l'inhumation est une pratique funéraire très polluante par rapport à la crémation.

D-N : Combien coûte un rapatriement funéraire vers l'Afrique ?

F M : Le prix d'un rapatriement funéraire vers l'Afrique varie en fonction de plusieurs facteurs tels que : le pays de destination, les besoins couverts, le poids de la dépouille, etc. Toutefois, il faut prévoir au moins 6.000 euros

pour garantir un rapatriement funéraire vers l'Afrique.

D-N : Quelles sont les démarches à suivre pour un rapatriement funéraire digne ?

F M : En partenariat avec les pompes funèbres et en collaboration avec la famille, Noble Retour prend en charge toutes les démarches dès qu'elle est informée du décès d'un de ses membres. Démarches à faire dans les 24h en cas de décès - Faire constater le décès : Si le décès a lieu au domicile, appelez immédiatement le médecin qui viendra constater le décès. Il se chargera également d'établir le certificat de décès. Si le décès se produit dans un hôpital, c'est le médecin de service qui constate le décès et signe le certificat médical de constat du décès. Si le décès survient dans un lieu public, le certificat est établi à l'endroit où le défunt a été transporté : hôpital, chambre funéraire - Faire déclarer le décès. La déclaration de décès doit être effectuée dans les 24h ouvrables suivant le décès, au service d'état civil de la mairie du lieu de décès. Munissez-vous du livret de famille ou toute autre pièce d'identité du défunt et du certificat médical constatant le décès. La mairie vous délivrera l'acte de décès qui sera indispensable à toutes les démarches suivantes: autorisation de fermeture du cercueil, autorisation de transport du corps à la préfecture,

le laissez-passer consulaire, le certificat de non contagion, etc. Mise en bière et fermeture du cercueil. Démarches à faire dans les 48h en cas de décès. Prévenir l'employeur si le défunt était encore en activité. L'employeur procédera :

- à l'interruption du contrat de travail
- au solde du dernier salaire
- au solde de toute indemnité due Vérifiez si l'entreprise a souscrit un contrat décès de groupe accordant soit un capital frais d'obsèques, soit une rente aux bénéficiaires.

D-N : Que se passe-t-il dans le cas où le défunt a déjà souscrit une assurance décès ?

F M : Il est bon de toujours vérifier si le défunt a souscrit un contrat rapatriement ou non de son corps. Si le défunt avait souscrit un contrat obsèques ou tout autre contrat prévoyant le rapatriement de corps, prévenez immédiatement l'organisme détenteur du contrat. Dans le cas contraire, contactez un organisme de pompes funèbres qui se chargera de l'organisation des obsèques ou de l'évacuation des restes selon le respect de vos coutumes et traditions. Prévenez également tous les organismes de financement susceptibles de participer aux frais d'obsèques: capital décès de la sécurité sociale, mutuelles complémentaires, banques, assurances, collectivités territoriales.

Florence Momeni

[Vice-Présidente de l'Association Noble Retour]



D-N : Quel rôle votre structure joue-t-elle dans les rapatriements funéraires ?

F M : Noble Retour joue un rôle essentiel dans les rapatriements funéraires en couvrant les frais liés au transport du corps de la personne décédée vers son pays d'origine. Noble Retour prend également en charge d'autres frais associés au rapatriement, tels que les formalités administratives, les frais de cercueil, le traitement de la dépouille, le séjour funéraire, le billet accompagnateur d'un membre de la famille, etc.

D-N : Comment pouvez-vous aider les nombreux africains pour un NOBLE RETOUR sur le continent noir ?

F M : Sensibiliser la diaspora africaine sur les questions liées aux assurances funéraires nous tient à cœur. Proposer une solution simple, efficace et démocratique aux problèmes posés par le décès d'un membre du réseau via:

- Un contrat de prévoyance rapatriement funéraire vers le pays d'origine

- Un contrat de prévoyance obsèques pour l'inhumation dans le pays de résidence Notre caisse de solidarité est accessible à toutes les couches sociales sans distinction d'origine, de situation administrative, de lieu de résidence en Europe et d'appartenance religieuse. Nous prenons en charge l'organisation du rapatriement funéraire. Ceci permet aux familles de faire leur deuil sereinement. Nous favorisons un retour digne vers la terre mère dans le respect des traditions et coutumes.

D-N : Vous affirmez que de nombreux africains décédés en Europe sont incinérés ou jetés dans des fosses communes. Avez-vous des chiffres et des explications ?

F M : Je n'ai pas de chiffres mais des explications: cette affirmation est



SOCIÉTÉ » Fait divers - France

L'ex-compagnon de Rachel Kéké condamné

La députée sortante, candidate à sa réélection dans le Val-de-Marne le 7 juillet 2024, est séparée depuis 12 ans de son ancien mari. Les raisons jusque-là cachées ont été révélées le 21 juin 2024 au tribunal judiciaire de Créteil.

la conséquence des constats ou des raisons qui nous ont motivées à nous intéresser à ce sujet. En ce qui concerne la crémation, l'expérience a montré que les africains qui finissent en cendre sont ceux qui n'ont pas souscrit à un contrat de prévoyance obsèques ou rapatriement funéraire. En France, conformément à l'article L2213-7 du Code général des collectivités territoriales, le maire doit procéder d'urgence aux services funèbres de toutes personnes dont la famille n'a pas réclamé le corps en « temps utile ». Il procède généralement à la crémation car l'inhumation est une pratique très polluante et pose le problème d'espace. Vous êtes vous déjà posé la question sur le devenir des restes après l'inhumation ?

D-N : Dites-nous...

F M : Quand bien même vous avez souscrit à un contrat obsèques et êtes enterré sur votre lieu de sépulture dans le pays de résidence, vous êtes par la suite jeté dans un ossuaire ou une fosse commune car l'achat d'une concession funéraire est limité dans le temps. En France, le droit de reprendre les concessions funéraires arrivées à échéance est reconnu aux communes par l'article L.2223-15 du code général des collectivités territoriales.

F M : Pour échapper aux crémations, il faut anticiper et se préparer financièrement par la souscription à une prévoyance obsèques. Toutefois, nous pouvons éviter la crémation afin de ne pas finir dans les ossuaires ou les fosses communes. Une souscription à une prévoyance rapatriement funéraire garantit une sépulture perpétuelle, chacun étant libre de faire son choix.

Entretien réalisé par
Guy-Florentin Yameogo

Rachel Kéké (50 ans) était au tribunal judiciaire de Créteil le 21 juin 2024 pour une affaire de coup de poing. Elle y était partie civile face à son ancien mari, dont elle est séparée depuis une douzaine d'années et avec qui elle a eu trois enfants. « J'ai connu beaucoup de soucis avec ce monsieur. Ma vie a été un enfer avec lui. Il m'a déjà mis un coup de tête », a révélé à la barre la députée sortante du Val-de-Marne.

Celui-ci, agent de sécurité incendie âgé de 53 ans, a juré qu'il n'a pas tapé Rachel Kéké mais a finalement été condamné à trois mois de prison avec sursis pour violences conjugales. Six mois de prison avec sursis avaient été requis.

C'est un coup de poing, porté sur le poignet de Rachel Kéké alors



L'ex-mari de Rachel Kéké a été condamné à trois mois de prison avec sursis par le tribunal de Créteil. (Ph : DR)

qu'elle mettait à la porte son ex-mari qui était entré chez elle en janvier dernier à Chevilly-Larue (Val-de-Marne), qui l'a pous-

sée à porter plainte. Une version confirmée par les trois enfants, selon le parquet.

Si le médecin n'a pas révélé d'incapacité totale de travail physique, celui-ci a estimé que la victime avait subi un « retentissement psychologique important », vivrait dans un « sentiment d'insécurité » et ferait preuve, depuis cette scène, d'« hypervigilance ». Pour rappel, Rachel Kéké, ex-femme de ménage, est une figure de la grève historique de l'hôtel Ibis Batignolles à Paris, qui est par la suite devenue parlementaire depuis 2022.

Elle a récemment fait parler d'elle à l'Assemblée nationale en brandissant un drapeau palestinien dans l'Hémicycle, début juin, provoquant une suspension de séance.

Marie-Inès Bibang

France (Législatives 2024)

L'insoumise Rachel Kéké ne siègera plus au Parlement

La députée sortante d'origine ivoirienne, Rachel Kéké, a été battue le 7 juillet 2024, dans le Val-de-Marne, face au maire LR de l'Hay-les-Roses Vincent Jeanbrun.

Une défaite pour Rachel Kéké. L'ancienne femme de chambre, élue députée en 2022, a été battue dans la 7^e circonscription du Val-de-Marne le 7 juillet 2024 face à son adversaire Vincent Jeanbrun, maire Les Républicains (LR) de l'Hay-les-Roses (49,33 % contre 50,67 %).

La députée sortante La France Insoumise (LFI) avait remporté

le premier tour haut la main, avec 43,65 % des suffrages. Mais Rachel Kéké devait résister au report de voix de l'électorat Rassemblement National (RN) sur Vincent Jeanbrun, dont le domicile a été attaqué lors des émeutes de 2023.

Pour vaincre son adversaire, le maire de l'Hay-les-Roses s'en est pris fermement à Rachel Kéké, reprenant notamment ses propos qui, en 2022, déclarait

lors d'une marche pour Adama Traoré décédé six ans plus tôt lors de son arrestation : « nos enfants dans les banlieues sont contrôlés et tués par la police ». Il a également estimé que la candidate insoumise avait comme « seul bilan que d'avoir manifesté pour empêcher l'expulsion d'un OQTF fiché S parce que radicalisé ».

M.I.B.



Le militant Kemi Seba déchu de sa nationalité française

Le militant panafricaniste Kemi Seba, connu pour ses virulentes prises de positions anti-occidentales, a été déchu de la nationalité française par un décret paru le 9 juillet 2024 en France au Journal officiel.

Stellio Gilles Robert Capochichi, plus connu sous le sobriquet de Kemi Seba (42 ans), « est déclaré avoir perdu la nationalité française », indique le décret, daté du 8 juillet 2024. Le militant panafricaniste est ainsi déchu de la nationalité française. En mars dernier, la préfecture du département de l'Esonne avait tenté d'interdire une conférence de ce militant, alors déjà visé par une procédure de déchéance de nationalité, décision suspendue par le tribunal administratif. Dans la foulée, Kemi Seba avait publié une vidéo où il brûlait un document qu'il désignait comme



L'activiste Kemi Seba n'est plus Français. (Ph: DR)

étant son passeport français. L'ex-leader de la tribu Ka, groupuscule qui revendiquait son antisémitisme et prônait la séparation entre Noirs et Blancs avant d'être dissout par le gouvernement français en 2006, a été condamné plusieurs fois en France pour incitation à la haine raciale.

En France, il a été accusé par le député Renaissance Thomas Gassilloud d'être un « relais de la propagande russe » et de servir « une puissance étrangère qui alimente le sentiment antifrçais ».

GFY



Loi historique votée sur le mariage des enfants

En visant toutes les personnes impliquées dans le mariage d'un mineur et en élargissant son application à la simple cohabitation, la nouvelle loi est désormais l'une des plus punitives d'Afrique.



la Première dame sierra léonaise Fatima Bio a célébré la loi interdisant le mariage des mineurs dans son pays. (Ph: DR)

Connu pour son engagement contre les abus sexuels, la Première

dame sierra-léonaise Fatima Bio a célébré en grande pompe la promulgation de la loi interdisant

le mariage des mineurs en Sierra Leone le 2 juillet 2024.

Cette nouvelle loi criminalise le mariage des moins de 18 ans et expose les contrevenants à une peine de 15 ans de prison et une amende de 2000 euros, dans un pays où le PIB annuel par habitant atteint à peine 400 euros. Non seulement cette loi pénalise le conjoint mais aussi toute personne impliquée dans le mariage, des parents à l'officier de cérémonie jusqu'aux invités.

En Sierra Leone, sur une population de 8 millions d'habitants, près de 800.000 épouses avaient moins de 18 ans en 2022 et parmi elles 250.000 moins de 15 ans, selon les données de l'UNICEF.

La nouvelle loi ne s'arrête pas au

simple mariage. Elle condamne aussi le concubinage dans lequel un adulte vivrait avec un enfant et aurait des relations sexuelles avec lui. Les personnes déjà mariées pourront obtenir des compensations financières, voire demander l'annulation de l'union. Cela en fait l'une des lois sur le mariage des mineurs les plus punitives d'Afrique.

Le mariage des enfants touche en grande majorité les filles, souvent mariées pour échapper à la pauvreté de leur famille. Selon l'ONU, 12 millions de filles mineures sont mariées chaque année dans le monde.

M.I.B.



SOCIÉTÉ » Cameroun

Brenda Biya dévoile son homosexualité

Jusqu'où ira la fille du président camerounais Paul Biya dans ses frasques ? Dans un pays où les rapports sexuels entre personnes du même sexe sont illégaux et passibles de peines allant de six mois à cinq ans d'emprisonnement, Brenda Biya a révélé au grand jour son homosexualité.



Brenda Biya à son amoureuse brésilienne : « Je suis folle de toi et je veux que le monde le sache ». (Ph : DR)

Pour une révélation, c'en est une... En révélant son homosexualité, la fille du président Paul Biya continue de susciter la polémique au pays de Samuel Eto'ó. Dans un acte de défiance vis-à-vis de son pays natal, qui réprime l'homosexualité, Brenda Biya a publié le 30

juin 2024, dernier jour du mois des fiertés, une photo d'elle et de sa compagne, une mannequin brésilienne, en train de s'embrasser, enveloppées dans la traîne flamboyante de leurs manteaux de fourrure.

« Je suis folle de toi et je veux que le monde le sache », légenda-

it Brenda Biya (26 ans) qui vit à Genève.

Depuis lors, la fille du président camerounais fait face à une plainte auprès du procureur de Yaoundé pour « incitation à la pratique de l'homosexualité ». Au Cameroun, les rapports sexuels entre personnes

du même sexe sont illégaux et passibles de peines allant de six mois à cinq ans d'emprisonnement.

L'ONG Human Rights Watch avait dénoncé en 2022, les « violences et abus » dont sont régulièrement victimes les personnes LGBT+ dans ce pays. « La photo est restée sur mon Instagram pendant plusieurs heures (...). Elle a été likée, repostée (...) par beaucoup de blogs, ne serait-ce qu'en Afrique, en Europe (...) et ça a un peu tourné au vinaigre à partir de là », a commenté Brenda Biya dans une vidéo sur TikTok.

Aujourd'hui, la publication n'est plus visible sur Instagram. Certainement que la pression était trop grande pour les épaules de la fille du président du Cameroun qui a reçu beaucoup de soutien, certes, mais a également fait face à de nombreuses réactions homophobes. « La tournure médiatique n'est pas forcément mauvaise sur tous les points parce que, même s'il y a des gens qui critiquent, il y a des gens en Europe qui saluent le pas et qui voient ça comme peut-être un effort de faire un changement dans la loi du Cameroun », a-t-elle osé expliquer sur France 24. « J'ai reçu beaucoup de commentaires négatifs (...), des insultes. J'ai aussi reçu beaucoup de soutien de communautés LGBT+ et d'organisations ou de gens qui ne se sentaient pas représentés au Cameroun », a-t-elle ajouté.

Au Palais présidentiel, aucune réaction du père Paul Biya, 91 ans, au pouvoir depuis bientôt quarante-cinq ans. Le Cameroun est dans l'amertume...

M.I.B.

Lolo Andoche « **CULTURE**

Tout pour la beauté des Africains

Plus de 30 ans que Charlemagne Andoche Amoussou alias Lolo Andoche crée pour le bonheur des dames et de la gent masculine. Il a su imposer à l'univers de la mode son prêt-à-porter typiquement africain.

Lolo Andoche s'est donné comme challenge de révolutionner la mode masculine en lançant à la suite du grand Pathéo en Côte d'Ivoire l'un des tous premiers « prêt-à-porter » typiquement africains. Un style qui s'est imposé depuis plus de 30 ans grâce à son sens de la créativité et à la passion d'un public qui a cru en lui. Plus qu'un label les chemises et robes estampillées « Lolo Andoche » ont gagné le pari de conquérir l'Afrique et l'Occident. Impressionnant mariage de couleurs en tissus, notamment le pagne africain, le GTP, le woodin, les pagnes tissés d'Afrique, le Bazin, le lin et la soie, la marque a investi les cœurs. « Nous avons pu déclencher cette envie de consommer du prêt-à-porter africain. Les habitudes changent », se réjouit Charlemagne Andoche Amoussou, de son vrai nom. Passionné de mode dès sa

tendre enfance, Charlemagne Andoche Amoussou a cédé à la sirène de la couture en abandonnant les classes suite à une année blanche. Quoique brillant dans les études il opte pour le métier de styliste et prend le chemin de l'apprentissage, sûr de sa voie. Parti d'une seule machine à ses débuts, il finit par bâtir une entreprise semi-industrielle qu'il tente de structurer depuis avril 1995 avec un personnel administratif, des commerciaux et des ouvriers. Avec une cinquantaine de prestataires directs à son service il s'évertue à créer à la guise de la muse des modèles uniques. Une création qu'il estime à la fois une et plurielle. « Elle est métisse, unisexe et libère le corps. Elle défie les barrières des âges. Elle se porte



Une vue des modèles disponibles de Charlemagne Andoche Amoussou alias Lolo Andoche. (Ph: DR)

large, relaxe, en ville, au bureau et à la plage », tempère-t-il, sourire aux lèvres.

Convaincu que l'Afrique a une inestimable culture à vendre, il s'est tôt donné pour défi de faire porter aux Africains des modèles exclusivement fabriqués à partir de tissus et motifs locaux ou à base de produits ayant des touches africaines.

Un label qui nourrit aujourd'hui un vaste réseau de distribution étendu à Lomé, Accra, Abidjan, Lagos, Brazzaville, Pretoria, Johannesburg et à Paris.

« Les Africains ont une tradition du pagne et l'engouement né autour de ce produit de consommation inspire énormément les créateurs. Le pagne africain reste aujourd'hui une tendance pour la mode », assure-t-il, dans l'une des pièces de son spacieux atelier sis au quartier Vèdoko à Cotonou.

CŒUR À L'ŒUVRE

Avec une unité de design et fabrication et des show-rooms servant de prêt-à-porter, le styliste-modéliste dit avoir franchi un palier à voir les péripéties vécues dans cette passionnante aventure où l'agréable côtoie le pire. Contraint à se servir d'une béquille à la suite de l'accident qui a failli lui coûter la vie le 13 novembre 2001, le créateur garde de ce malheureux événement un souvenir amer sans remettre en cause l'esprit divin qui lui a permis d'éviter le pire et garder sa mobilité pour les plus beaux jours de la mode béninoise. Autant s'est-il surpassé pour vaincre la fatalité, autant s'est-il mis à la tâche pour grandir dans l'univers de la mode, multipliant les défilés et les honneurs sur le tapis rouge.

La dextérité de l'homme à créer l'installe au pinacle aux côtés d'autres congénères très en verve. Il partage le podium avec de grands créateurs africains au rang du magicien du désert, Alpha Di. Aussi bien en Afrique qu'en France, Lolo Andoche fait florès et séduit par ses créations à l'identité certaine : le continent noir. En témoigne le succès franc de sa performance à la soirée de mode "La paix dans le monde" organisée par "Mode sans frontière" et qui a réuni à Paris une quarantaine de couturiers internationaux.

Avec une impressionnante carte de visite, Lolo Andoche surfe sur le succès. Une réussite qui ne le limite guère dans son élan à tendre vers la perfection.

Kokouvi EKLOU

SPORT » Jeux Olympiques 2024

Les chances de l'Afrique à Paris

Paris accueillera les Jeux olympiques du 26 juillet au 11 août 2024. L'Afrique sera représentée dans la majorité des disciplines, avec de bonnes chances de médailles, notamment en athlétisme et en natation.

En 2021 aux JO de Tokyo, l'Afrique avait récolté 37 médailles (11 en or, 12 en argent et 14 en bronze). Le Kenya s'était octroyé la plus grosse part du gâteau avec 10 médailles (4 en or, 4 en argent et 2 en bronze), essentiellement grâce aux performances de ses athlètes en athlétisme. C'est d'ailleurs dans cette discipline aux multiples épreuves (course, marche, sauts, lancers et épreuves combinées) que les perspectives africaines seront les plus élevées. Ce fut le cas à Tokyo et ce sera pareil encore à Paris.

Au niveau de l'athlétisme, le maillon fort du contingent africain, trois kényanes pourront légitimement viser le podium, et accessoirement la plus haute marche. Il s'agit de Mary Moraa, Faith Kipyegon et Peres Jepchirchir. La première, qui a eu 24 ans au mois de juin, est une spécialiste du 800 mètres. Présente à Tokyo, elle s'est révélée un an plus tard, en décrochant le bronze aux Championnats du monde à Eugène (États-Unis). Depuis, elle n'a cessé de confirmer et a décroché le titre mondial à Budapest (Hongrie) en août 2023. La deuxième (30 ans) est une véritable star mondiale du 1500 mètres, comme le prouvent ses deux titres olympiques (2016 et 2021) et mondiaux (2023), mais aussi du 5 000 mètres, épreuve où elle a remporté l'or à Budapest. Enfin, la troisième (30 ans) est une des meilleures spécialistes mondiales du marathon, dont elle est également championne olympique en titre. L'Ougandaise Peruth Chemutai



Faith Kipyegon est une véritable star mondiale du 1500 mètres, comme le prouvent ses deux titres olympiques (2016 et 2021) et mondiaux 2023 (Ph : DR)

est devenue une gloire nationale en offrant à son pays la première médaille d'or olympique de son histoire à Tokyo sur 3000 m steeple. Elle reste une candidate sérieuse au podium.

Parmi les autres prétendantes à un podium, on trouve la nageuse sud-africaine Tatjana Schoenmaker (25 ans), médaillée d'or en 200 m brasse à Tokyo (la première pour une sportive originaire de la nation arc-en-ciel),

et qui a confirmé sa performance olympique un an plus tard dans un autre bassin japonais, celui de Fukuoka, lors des Championnats du monde. La lutteuse nigériane Blessing Oborududu (34 ans), reine d'Afrique depuis 2010 dans la catégorie des moins de 68 kilos, et qui avait atteint la finale en 2021, pour finalement se contenter d'une très belle médaille d'argent, sera logiquement candidate à l'or à Paris.

LES PRÉTENDANTS AU PODIUM

Chez les hommes, c'est également en athlétisme que les perspectives semblent les plus nombreuses, notamment du côté de l'Afrique de l'Est. À 39 ans, le Kenyan Eliud Kipchoge, trois fois champion olympique du marathon (2008, 2016 et 2021), s'est mis en tête d'aller chercher un quatrième titre à Paris, et sa récente victoire au



Jeux olympiques 2024 « SPORT »



Il conviendra de suivre le Botswanais Letsile Tebogo (20 ans), vice-champion du monde en 2023 (Ph : DR)

marathon de Berlin donne une raison de prendre son objectif très au sérieux. Toujours sur longue distance (10 000 mètres), le champion olympique en titre, l'Éthiopien Selemon Barea (23 ans), malgré ses récentes performances un peu moins brillantes, sera un candidat au podium. Le Kenyan Emmanuel Korir (28 ans), champion olympique en 2021, qui domine depuis plus de cinq ans sur le double tour de piste, sera le principal favori à sa propre succession.

Mais il n'y a pas que l'Afrique de l'Est qui propose des athlètes de haut niveau en course de fond ou demi-fond. Le Maroc peut en témoigner avec Soufiane El-Bakkali (bientôt 28 ans). Depuis son titre olympique il y a deux ans sur 3000 mètres steeple, où il avait mis fin à l'hégémonie kényane dans cette catégorie, il n'a cessé de performer à chaque rendez-vous international. Le Marocain a remporté les deux derniers Championnats du monde ainsi que la prestigieuse Ligue de diamant en 2022, et tout semble indiquer que sa domination pourrait s'étirer au moins jusqu'à Paris. Il conviendra de suivre également le Botswanais Letsile Tebogo (20 ans), champion d'Afrique à Saint-Pierre (Île Maurice) sur 200 m en

2022, vice-champion du monde en 2023 à Budapest sur 100 m et 3e sur 200 m.

ZANGO PREMIER MÉDAILLÉ BURKINABÉ

L'Afrique de l'Ouest misera beaucoup sur Hughes-Fabrice Zango (31 ans), qui était devenu à Tokyo, en obtenant le bronze, le premier médaillé burkinabé de l'histoire lors de l'épreuve du triple saut, avec un bond de 17,47 m. Une performance dans la lignée de celles que le natif de Ouagadougou avait l'habitude de réaliser un peu partout dans le monde. Depuis sa médaille olympique, Hughes-Fabrice Zango est devenu champion du monde à Budapest en août 2023, et il sera bien évidemment un des favoris pour la plus haute marche du podium parisien. Aux 23e Championnats d'Afrique en juin dernier, il a réalisé un saut à 2,36 mètres (Nouveau record personnel).

En athlétisme, les 23es championnats d'Afrique de Douala ont été riches en performances remarquables. Elles donnent des raisons d'espérer avec Akani Simbine (Afrique du Sud) au 100 m (9,85 secondes, nouveau record du championnat), Mary Moraa (Kenya) au 800 m féminin, en 1:57,67 (Meilleure performance

mondiale de l'année), au relais 4x100m féminin avec le Nigeria en 42,84 secondes (Nouveau record du championnat). Les 23es Championnats d'Afrique d'athlétisme à Douala ont mis en avant l'exceptionnelle qualité des athlètes africains et leur potentiel pour briller aux Jeux Olympiques de Paris 2024. Avec des performances record et l'émergence de nouveaux talents, le continent africain se prépare à conquérir de nouvelles hauteurs. La route vers Paris 2024 est pavée de promesses et d'anticipations élevées.

J.C.PAGNI



Hughes Zango, champion du monde à Budapest en août 2023, sera bien évidemment un des favoris pour la plus haute marche du podium parisien (Ph : DR)

Le Tunisiens Ahmed Hafnaoui (22 ans) était devenu à Tokyo champion olympique sur 400 mètres nage libre, à seulement 19 ans, alors qu'il n'était considéré au mieux que comme un outsider. Mais le jeune Nord-Africain est du genre polyvalent, mais surtout endurant, puisqu'il est devenu en 2023 champion du monde sur 800 m et 1500 m. Hafnaoui espère égaler son compatriote Oussama Mellouli, deux fois champion olympique en 2008 à Pékin (1500 m nage libre) et en 2012 à Londres sur 10 000 m nage libre.

Il conviendra également de suivre avec attention les performances de la sélection du Soudan du Sud de basketball, dont ce sera la première apparition à ce niveau grâce à son bon parcours lors de la dernière Coupe du monde en août dernier, ou bien celles de l'équipe de football du Maroc, portée notamment par le brillant Abde Ezzalzouli, formé au FC Barcelone et désormais joueur du Betis Séville. Le Mali et l'Égypte participeront également au tournoi de football masculin. La fédération égyptienne espère convaincre la star mondiale Mohamed Salah (Liverpool) d'y participer.

SPORT » Judo/Jeux Olympiques 2024



Valentin Houinato, l'espoir de médaille du Bénin à Paris

Valentin Houinato décroche sa participation aux Jeux Olympiques de Paris 2024 en judo avec le Bénin. Il réalise ainsi ce rêve cher à lui depuis sa tendre enfance. Portrait d'un talentueux athlète tout aussi passionné par la presse.

Valentin Houinato est en route pour les J.O de Paris sous la bannière du Bénin, son pays d'origine. Celui dont le rêve d'enfant était de participer un jour aux Jeux Olympiques après avoir réalisé en février 2023 celui de sa participation au tournoi de Bercy à Paris, l'équivalent de Roland Garros, est en passe de rendre fiers ses compatriotes. En effet depuis le début de l'année 2022, le Franco-bénois est titulaire d'un passeport béninois marquant officiellement le commencement de son projet. Numéro 1 en Afrique subsaharienne, 5e au Championnat d'Afrique en 2022 et 2023 et 80e mondial, l'athlète représente son pays aux Jeux Olympiques de Paris 2024 en judo. Que le chemin a été long pour figurer parmi les meilleurs africains dans la discipline. « À chaque compétition on marque des points selon son classement. Et à la fin, les 14 meilleurs africains sont qualifiés aux Jeux Olympiques », confiait-il, sûr de ses chances. Ainsi, se sont enchaînés au quotidien des rendez-vous au dojo pour des séances d'entraînement. Huit séances par semaine faites de musculation, cardio, judo, jujitsu brésilien, de kiné et de préparation mentale pour arriver à son niveau et engranger le maximum de points. « C'est vrai que dès qu'on combat, l'objectif c'est de battre tout le monde et de gagner des médailles. Surtout quand je sais que mon pays n'en a encore jamais remporté. L'idée c'est de pousser tous mes curseurs à 100 % et arriver donc à



Le talentueux athlète Valentin Houinato, l'espoir du peuple béninois aux JO 2024 à Paris. (Ph: DR)

mon plein potentiel le jour des Jeux Olympiques », relève-t-il.

UNE CHANCE POUR LE BÉNIN

Athlète de haut-niveau binational, la tentation de défendre les couleurs françaises n'a nullement été une obsession. Le choix a été vite fait. « J'ai voulu représenter le Bénin car c'est mon pays tout autant que la France. Et puis j'ai rencontré il y a trois ans de cela Jacob Gnahoui, un ancien judoka béninois qui avait participé aux J.O à Londres et il a fini de mon convaincre de prendre la direction de Cotonou », confesse-t-il, décidé qu'il est à marquer les es-

prits à travers ses performances. S'ensuivent de nombreuses compétitions. Du Grand Slam d'Abu Dhabi au Grand Prix d'Autriche en passant par le Championnat d'Afrique en Egypte, l'Open du Sénégal, l'Open du Cameroun, le Grand Slam de Tokyo, le Grand Prix du Portugal, le Grand Slam de Paris Bercy, l'Open de Tunisie et l'Open d'Algérie, l'athlète a su honorer de sa participation les rendez-vous sportifs majeurs pour arracher sa qualification, en dépit de ses moyens limités.

À 27 ans, décrocher une médaille, la première de l'histoire du pays, est son ambition quoique sa qualification ait été tout autant une

grande victoire, à l'en croire.

« Je n'ai pour l'instant pas obtenu toutes les médailles dont je rêve. Je garde pour objectif de prendre une médaille aux Jeux Olympiques », se rassure-t-il, fier de son 80e mondial.

Journaliste pour le groupe Radio France animant une chronique hebdomadaire, il ne manque non plus de se distinguer par ses productions. Conciliant à merveille ces deux passions tout en demeurant aussi en verve sur le tatami et prolifique au micro, allusion faite à ses chroniques sur RFI.

Kokouvi EKLOU



Michael Essien déjà ruiné ?

L'ex-international ghanéen traverse des moments difficiles depuis sa retraite sportive. Récemment deux de ses manoirs au Ghana ont été mis en vente pour prêts impayés...



Deux propriétés luxueuses de Michaël Essien à East Legon et Trassaco, Adjiringanor sont mises aux enchères au Ghana. (Ph: DR)

On le sait, il y a une seconde vie après le football.... L'ancien milieu de terrain de Bastia, de l'Olympique Lyonnais et de Chelsea, Michaël Essien (41 ans), fait face à la ruine financière. Ses deux propriétés luxueuses à Accra sont mises aux enchères à East Legon et Trassaco, Adjiringanor. La vente a été mandatée par le shérif adjoint de la Haute Cour (Division commerciale) le 12 juin 2024, suite à une récente action judiciaire que l'ex-international ghanéen a perdu. Un commissaire-priseur anonyme a révélé que la valeur de

l'une de ces propriétés est estimée entre 20 et 30 millions de dollars, ce qui met en évidence les enjeux financiers importants en jeu. C'est au sommet de sa carrière que Michaël Essien a investi dans plusieurs propriétés, y compris les deux manoirs de vente forcée en raison de ses prétendues difficultés financières actuelles. Au Ghana, ça jase... Un spiritua-liste a affirmé il y a quelques années avoir causé la « chute de grâce » d'Essien pour n'avoir pas honoré ses engagements. Il a affirmé que l'ancien milieu de terrain des Blues de Chel-

sea lui avait promis une maison mais qu'il n'a jamais tenu sa promesse. « Essien a promis de m'acheter une maison à Accra si je l'aiderais à progresser dans sa carrière de footballeur, a-t-il révélé lors d'une interview avec Arnold Mensah Elavanyo sur Vibes en 5 à Accra. Il n'a pas tenu sa promesse, alors je l'ai fait tomber ». Il y a quelques semaines, Michaël Essien a refusé une proposition de devenir assistant au sein du staff des Black Stars du Ghana. Le rôle d'assistant lui avait pourtant été proposé mais Essien a refusé dans le but de se

focaliser sur son développement au FC Nordsjaelland où il officie actuellement comme entraîneur adjoint. La volonté de Michaël Essien est de peaufiner ses compétences d'encadrement avant de s'engager avec le Ghana, à en croire la presse locale. Rappelons que Michaël Essien a eu une carrière internationale remarquable à Bastia, à Lyon, Chelsea, le Milan AC, le Real Madrid. Il a définitivement raccroché les crampons en 2020 après une dernière expérience à Sabai FK (Azerbaïdjan).

GFY



SPORT » Tirage au sort Can 2025

La Côte d'Ivoire retrouve la Zambie et la Sierra Leone

Le tirage au sort des éliminatoires de la Can 2025 au Maroc s'est déroulé, jeudi 4 juillet 2024 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Les champions d'Afrique ivoiriens ne devraient pas souffrir dans un groupe qu'ils partagent avec la Zambie, la Sierra Leone et le Tchad. À noter quelques chocs comme : Maroc-Gabon, Rdc-Guinée ou Sénégal-Burkina Faso.

Emerse Faé, le sélectionneur des champions d'Afrique ivoiriens, et l'ancien international marocain, Marouane Chamakh, n'ont pas eu véritablement les mains lourdes lors du tirage au sort des éliminatoires de la Can 2025. Les cadors africains ont été relativement préservés, sauf peut-être la Tunisie, dans le groupe A, qui va faire face à un trio d'équipes tenaces et ambitieuses : Madagascar, Comores et Gambie. Le coach des tenants du titre, Emerse Faé a eu la main légère avec ses Eléphants qu'il a placés dans un groupe G où ils feront figure de grands favoris devant la Zambie, éliminée en phase de groupes de la dernière Can mais qui leur avait infligé un cinglant 3-0 en juin 2023. Il y aura donc de la revanche dans l'air pour les Eléphants. La Sierra Leone et le Tchad partent de plus loin et devront déjouer les pronostics. Le sélectionneur des Eléphants a porté un regard sur les adversaires des champions d'Afrique et dévoilé ses objectifs dans ces éliminatoires de la Can 2025. « Je ne me suis pas intéressé à qui sera l'adversaire. Je veux juste jouer et gagner chaque match. Nous connaissons très bien la Zambie car nous l'avons jouée l'an dernier. La Sierra Leone et le Tchad, nous allons les découvrir. Le plus important était d'éviter les longs voyages et avec cette poule. Je suis satisfait sur ce point. », a-t-il confié, après le tirage au sort.



Emerse Faé, le sélectionneur des champions d'Afrique ivoiriens, et l'ancien international marocain, Marouane Chamakh, n'ont pas eu véritablement les mains lourdes lors du tirage au sort des éliminatoires de la Can 2025. (Ph : DR)



Tirage au sort Can 2025 « SPORT

LE CAMEROUN, UNE REVANCHE À PRENDRE

Tirage abordable aussi pour l'Algérie en reconstruction qui hérite d'un Groupe E à sa portée. Les Fennecs auront pour principaux concurrents la Guinée Equatoriale, qui avait fait forte impression en phase de groupes de la dernière Can. Derrière, le Togo, pays où les Algériens avaient effectué leur stage de préparation à la Can, et le Liberia semblent un peu tendres pour bousculer la hiérarchie. Lui aussi en reconstruction, le Cameroun n'a pas dû trembler à la lecture du Groupe J même s'il retrouve la Namibie, face à qui il n'avait pris qu'un point sur 6 dans les qualifications à la dernière Can. Le Kenya et le Zimbabwe, qui complètent cette poule, sont parfois difficiles à manœuvrer mais manquent de régularité. Qualifié d'office en tant que pays-hôte, le Maroc fera face

à une belle adversité dans le groupe B où le Gabon, la Centrafrique et le Lesotho se disputent l'unique autre place qualificative pour la phase finale. Les Panthères feront office de favoris pour récupérer ce billet mais attention à la Centrafrique, capable de faire mal aux supposées plus grosses nations, ainsi qu'au Lesotho, qui a récemment tenu tête au Nigeria. Harit et Ounahi (Maroc), Aubameyang (Gabon) et Kondogbia (Centrafrique) : cette poule aura une forte connotation OM, même si rien ne dit que ces joueurs évolueront encore tous ensemble la saison prochaine.

DE BELLES ADVERSITÉ

Actuellement en proie à des difficultés, le Mali devra rester méfiant dans un groupe I très lusophone qui comprend aussi le Mozambique et la Guinée Bissau, qui étaient présents à

la dernière Can. L'Eswatini fera office de petit poucet. Réputés pour leur régularité en phase de qualification, la Tunisie (Groupe A) et l'Egypte (Groupe C) peuvent aussi s'attendre à une forte adversité. Les Aigles de Carthage auront au programme deux longs déplacements en Afrique Australe pour affronter le Madagascar et les Comores et ils devront aussi défier la Gambie, jamais facile à jouer, dans cette poule qui s'annonce indécise. Le groupe C, lui, a une belle tête de groupe de la mort avec pas moins de 3 équipes ayant franchi la phase de groupes de la dernière Can. Les recordmans égyptiens donc, mais aussi le Cap-Vert, qui avait atteint les quarts de finale de la Can en éliminant en 8es la Mauritanie, elle aussi présente et qui aura soif de revanche. Le Botswana complète le casting.

En difficulté dans les qualifica-

tions au Mondial 2026, le Nigeria peut aussi s'attendre au pire dans le groupe D où il retrouvera le Bénin, qui l'a battu en juin, et le Rwanda, qui trône en tête de sa poule éliminatoire au Mondial. La Libye, toujours très accrocheuse, sera là aussi. Enfin, le Sénégal et le Burkina Faso, qui sont en perte de vitesse s'affronteront dans un groupe L où ils devraient disposer d'une marge de manœuvre sur le Malawi et le Burundi. De même, la Rd Congo et la Guinée se feront face dans la poule H après leur quart de finale à la dernière Can qui avait vu les Léopards sortir le Syli National (3-1). La Tanzanie et l'Ethiopie tenteront pour leur part de bousculer la hiérarchie. Rappelons que les deux premiers de chaque groupe accéderont à la phase finale

.J.C.PAGNI

LES 12 GROUPES DES ÉLIMINATOIRES DE LA CAN 2025

GROUPE A

	TUNISIE
	MADAGASCAR
	COMORES
	GAMBIE

GROUPE B

	MAROC
	GABON
	CENTRAFRIQUE
	LESOTHO

GROUPE C

	ÉGYPTE
	CAP-VERT
	MAURITANIE
	BOTSWANA

GROUPE D

	NIGERIA
	BÉNIN
	LIBYE
	RWANDA

GROUPE E

	ALGÉRIE
	GUINÉE ÉQUATORIALE
	TOGO
	LIBERIA

GROUPE F

	GHANA
	ANGOLA
	SOUDAN
	NIGER

GROUPE G

	CÔTE D'IVOIRE
	ZAMBIE
	SIERRA LEONE
	TCHAD

GROUPE H

	RÉP. D. DU CONGO
	GUINÉE
	TANZANIE
	ÉTHIOPIE

GROUPE I

	MALI
	MOZAMBIQUE
	GUINÉE-BISSAU
	ESWATINI

GROUPE J

	CAMEROUN
	NAMIBIE
	KENYA
	ZIMBABWE

GROUPE K

	AFRIQUE DU SUD
	OUGANDA
	CONGO-BRAZZAVILLE
	SOUDAN DU SUD

GROUPE L

	SÉNÉGAL
	BURKINA FASO
	MALAWI
	BURUNDI

SPORT » Côte d'Ivoire / Football : Montée en Ligue 1



Africa Sports, un retour plein de rebondissements

L'Africa sports retrouve la Ligue 1, trois ans après sa descente en deuxième division, avec comme cerise sur le gâteau, le titre de champion de la saison 2023-2024 de cette ligue. Une consécration que Pierre Mariotti, l'entraîneur des Aiglons attribue à la solidarité et au travail d'équipe.



L'Africa sports a remporté le trophée de champion de la Ligue 2. (Ph: DR)

Dimanche 30 juin, après la victoire face la formation d'Osa (2-1), dans une confrontation entre les deux promus de la Ligue 2, au stade Robert Champroux de Marcory. Le technicien français des Vert et rouge a exprimé sa joie et remercié toutes les personnes qui ont contribué à transformer le rêve en réalité. « Je remercie tout mon staff qui a été déjà là depuis l'an dernier avec lequel on a travaillé de manière extraordinaire. (...) On avait un staff très soudé. On a eu la chance d'avoir un directeur sportif cette année qui tient la route, c'est Roger Boli. Il nous a toujours aidés. Il était toujours

présent aux entraînements, il répondait au quotidien aux besoins des joueurs. À partir de là, j'ai su créer un groupe, une famille », explique l'entraîneur. Selon lui, cet état d'esprit est l'une des clés de la réussite : « C'était ça l'esprit qui faisait qu'on avançait ensemble. On a travaillé des aspects de jeu tactique par rapport à la Ligue 2. J'avais vu l'année dernière qui était un peu stéréotypé et on a bossé sur certains points. On a pu avoir une équipe polyvalente qui changeait souvent de système de jeu. Ce qui nous a permis de faire la différence à certains moments ». Cette saison, la Ligue 2 ivoi-

rienne a connu plusieurs rebondissements. Leaders du groupe A avant la 22e et dernière journée du championnat de ligue 2, les Vert et rouge n'ont pas réussi à assurer leur montée dans l'élite du football ivoirien. L'Africa (47 points) a fait un match nul (0-0) le vendredi 14 juin au stade Amadou Gon Coulibaly de Korhogo face à l'US Tchologo. Au même moment, au stade du Lycée scientifique de Yamoussoukro, Inova sporting club association (Isca), dauphin de l'Africa avant cette dernière journée, avec 44 points se devait de battre Yamoussoukro Fc et espérer tout autre résultat sauf une victoire de l'Africa à

Korhogo. Après sa victoire dans les ultimes minutes du match (2-0), Isca a réussi à composer son ticket pour la ligue 1. Avec 47 points chacun, Isca devançait l'Africa sports au goal average. Mais les fautes techniques d'arbitrage commises par l'arbitre central du match Yamoussoukro Fc-Isca, le 14 juin, Zohou Konan Charles qui a d'ailleurs écoupé de « 3 mois de suspension de match », ont remis les Aiglons en selle. Puisque la commission Éthique et discipline de la Fédération ivoirienne de football (Fif) a pris la décision de faire rejouer ce match. Et le duel a tourné à l'avantage de l'Académie créée par l'architecte Pierre Fakouhry



Transfert « SPORT

(1-0), permettant ainsi à l'Africa sport de conserver sa place de leader de la Ligue et donc de monter en Ligue 1 devant Isca. N'ayant pu obtenir leur ticket pour la Ligue 1 sur le terrain, les protégés de Kuyo Téa Narcisse ont savouré abondamment leur retour dans l'élite championnat ivoirien.

Ce retour au sein de l'élite du football ivoirien est une juste récompense des efforts des Aiglons qui ont réalisé une grande saison. « Justice a été rendue parce qu'il y avait eu une mascarade, le 14 juin à Yamoussoukro. Alors que nous on jouait à Korhogo, on pensait qu'on était champion. Justice a été rendue aussi grâce à Yamoussoukro Fc et la fédération ivoirienne de football qui a eu la clairvoyance et fait ce qu'il fallait (en faisant rejouer le match Yamoussoukro-Isca, de la 22e et dernière journée de la Ligue 2, le mercredi 26 juin, Ndlr). Sur le terrain, on a bien vu que Yamoussoukro a joué le jeu et l'a gagné », a martelé Pierre

Mariotti. Et d'ajouter : « On a fait une grande saison qui nous a permis d'être premier avec la meilleure défense, le meilleur joueur, le meilleur buteur. On avait la meilleure attaque alors qu'Isca marque six, quatre et trois buts sur tapis vert. On les a battus deux fois en aller-retour. Là, j'entendais qu'Osa méritait d'être dans les divers plateaux. Qu'Osa méritait plus que l'Africa Sports de gagner aujourd'hui (dimanche 30 juin). On a prouvé le contraire », a-t-il dit. L'objectif atteint avec l'Africa Sports, Pierre Mariotti est libre désormais. Son contrat sera-t-il reconduit ? Tous les regards sont tournés vers le président des Aiglons, Kuyo Téa Narcisse.

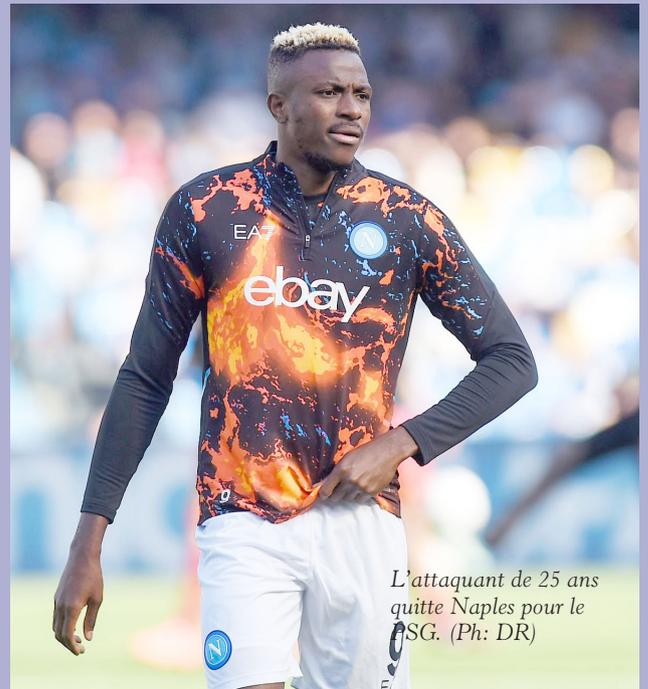
Le retour de l'Africa Sports d'Abidjan en Ligue 1 a été un véritable parcours du combattant, marqué par des défis, des ajustements stratégiques et des performances décisives. Avec le titre de champion de la Ligue 2 en poche, les Aiglons sont prêts à relever de nouveaux défis en Ligue 1 et à retrouver leur gloire d'antan. Les supporters peuvent se réjouir et espérer une saison 2024-2025 riche en émotions et en succès.

Désormais sonne une nouvelle ère pour l'Africa Sports. Les ambitions du club ne doivent pas s'arrêter à la simple survie dans l'élite, mais également à redevenir une force dominante du football ivoirien. Elles doivent être portées par le renforcement de l'équipe avec le recrutement de nouveaux talents pour renforcer toutes les lignes, défenseurs expérimentés, milieux créatifs, attaquants prolifiques. Il s'agit également lors de la prochaine saison 2024-2025, entre autres objectifs, d'assurer le maintien en Ligue 1, viser au moins les demi-finales de la Coupe Nationale, de développer la formation avec le recrutement de jeunes talents pour la mise en place d'un centre de formation.

J.C. PAGNI

Victor Oshimen pour remplacer Mbappé

Sur les tablettes du Paris Saint-Germain depuis quelques saisons, l'attaquant nigérian de Naples, Victor Oshimen et le club parisien se sont entendus sur un contrat de cinq ans.



L'attaquant de 25 ans quitte Naples pour le PSG. (Ph: DR)

Retour en Ligue 1 pour Victor Oshimen. Très souvent attaché au Paris Saint Germain ces dernières saisons, l'attaquant nigérian, déjà passé par Lille, est attendu à Paris après le départ de Kylian Mbappé au Real Madrid.

Vu comme le remplaçant idéal de Mbappé, Oshimen a repoussé de prolonger son bail avec le Napoli. Récemment en conférence de presse, Antoine Conte, le nouvel entraîneur de Naples, a ouvert la porte à un départ de Victor Oshimen qui a déjà

été remplacé par Romelu Lukaku.

Un contrat de cinq ans devrait lier Victor Oshimen au PSG jusqu'en 2029, avec un salaire de 14 millions d'euros par saison.

Le Napoli et le PSG sont à présent en négociation pour trouver un accord sur le montant du transfert. Pour rallier Paris, Oshimen a refusé une offre venant d'Al Ahli parce que sa priorité est de rester en Europe.

GFY



Pierre Mariotti attribue la réussite de l'Africa à la solidarité et au travail d'équipe. (Ph: DR)



SPORT » Cyclisme (Tour de France)

Biniam Girmay, la locomotive du cyclisme africain

Vainqueur pour la troisième fois sur le Tour de France 2024, l'Érythréen Biniam Girmay est le premier coureur noir africain à s'imposer sur la Grande Boucle et entre un peu plus dans l'histoire du cyclisme.

Qui pourra arrêter l'Érythréen Biniam Girmay sur le Tour de France 2024 ?

Après Turin et Colombey-les-Deux-Eglises, Biniam Girmay s'est imposé une nouvelle fois à l'issue d'un sprint massif, jeudi 11 juillet 2024, lors de la 12^e étape du Tour de France reliant Aurillac à Villeneuve-sur-Lot. « Je vis un rêve éveillé, a-t-il confié. J'espérais gagner une étape, mais trois, c'est génial. Mon Tour est déjà une réussite. Il peut s'arrêter demain ! ».

Pourtant le coureur érythréen a maintenant un objectif : ramener le maillot vert du classement par points jusqu'à Nice,



Le natif d'Asmara est entré dans l'histoire du cyclisme en devenant le premier coureur d'Afrique noire à lever les bras sur le Tour de France. (Ph: DR)

l'arrivée du Tour de France étant cette année délocalisée sur la Côte d'Azur, Jeux olympiques

obligent.

Peu importe, le jeune coureur de 24 ans a déjà marqué de son

empreinte cette 111^e édition de la Grande Boucle. Biniam Girmay n'est pas le premier coureur africain à participer au Tour de France toutefois. Certains de ses compatriotes comme Daniel Teklehaimanot ou Natnael Berhane, ont ouvert la voie, il y a quelques années. Mais le natif d'Asmara est entré dans l'histoire du cyclisme en devenant le premier coureur d'Afrique noire à lever les bras sur la course, comme il l'avait déjà fait sur le Tour d'Italie en 2022.

Biniam Girmay de reconnaître : « Être le premier vainqueur noir africain, c'est un message pour tout le continent ».

GFY

GASTRONOMIE » N'dolé mixte bœuf et crevettes

Préparation 50 min

Cuisson 1h30

Difficulté **

Pour 6 Personnes

INGREDIENTS

1 kg de n'dolé
1 kg de paleron
600 g d'arachides blanches

500 g de crevettes
2 gros oignons
3 échalotes moyennes
4 gousses d'ail
50 cl d'huile de tournesol

2 feuilles de laurier
20 g de gingembre
3 cubes de bouillon
(épices-oignons)
1 pincée de bicarbonate

1 piment rouge
sel, poivre

Faites bouillir le n'dolé 30 minutes dans une casserole d'eau avec une pincée de bicarbonate pendant 30 minutes.

Versez le n'dolé dans un chinois. Rincez-le plusieurs fois à l'eau froide en le malaxant très fort pour enlever l'amertume, essorez bien puis réservez.

Faites cette opération au moins 3 fois.

Coupez la viande en morceaux. Faites-les ramollir dans une casserole d'eau avec du sel, du poivre et des feuilles de laurier pendant 30 minutes. Réservez le bouillon et la viande.

Faites blanchir les arachides en les plongeant dans l'eau bouillante. Arrêtez la cuisson dès l'ébullition, laissez refroidir puis mixer-les. Réservez.

Epluchez le gingembre, l'ail, les échalotes et les oignons.

Mixez le gingembre, les gousses d'ail et 2 oignons. Réservez. Hachez finement le troisième oignon. Faites-le revenir dans l'huile pas trop chaude. Ajoutez les condiments mixés, bien mélangez le tout

et laissez prendre 5 minutes. Ajoutez la viande, un litre de son bouillon et les arachides mixées. Portez à ébullition pendant 40 minutes en remuant de temps en temps.

Ajoutez le n'dolé sur la préparation puis remuez bien avec une spatule pour obtenir un mélange homogène. Ajoutez les échalotes finement hachées, les crevettes, les 3 cubes de bouillons culinaires, le piment rouge, ajustez avec le reste de bouillon de viande (si besoin) et laissez mijoter encore 15 minutes.

Servez chaud avec du riz blanc.

Recette originale du Cameroun, vous pouvez aussi faire une sauce n'dolé aux crevettes uniquement ou à la viande. C'est l'un des plats nationaux Camerounais.

Bon appétit.



Danielle EBENGU

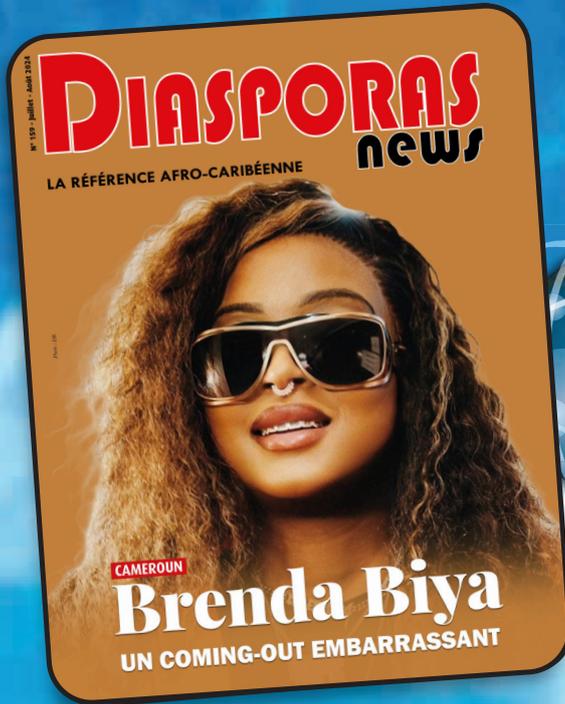
Ph: DR

COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
 news
 LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Premier Magazine
GRATUIT
Rejoignez-nous !

1 AN
30€
 Frais de port inclus



Recevoir directement votre magazine chez vous

Restez informé

ABONNEMENT

Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour **30€** par an.

Nom _____
 Prénoms _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Ville _____
 E-mail _____
 Tél. _____

• Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).
 • Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.
 • Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group
 En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.
 Date _____ Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de **DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES**

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...
 Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK

COVID-19

CORONAVIRUS, POUR SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES



**Lavez-vous très régulièrement
les mains**



**Toussez ou éternuez
dans votre coude**



**Utilisez un mouchoir
à usage unique et jetez-le**



**SI VOUS ÊTES MALADE
Portez un masque
chirurgical jetable**



**Vous avez des questions
sur le coronavirus ?**

[GOUVERNEMENT.FR/INFO-CORONAVIRUS](https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus)

0 800 130 000

(appel gratuit)